

Conférence de presse ETB-BELRAD, 16 nov 2012 à Paris exposé de Kolin Kobayashi

Mon propos concerne le déni officiel du risque radiologique dans les régions polluées par l'accident de Fukushima et la réaction d'opposition qu'il rencontre dans la population. Il comporte trois points :

- 1) Petit rappel du projet ETHOS,
- 2) du programme ETHOS au Belarus au programme ETHOS à Fukushima,
- 3) Lutte contre le déni au Japon : le CRMS et l'ACSIR

1. ETHOS ne constitue ni une nouveauté, ni n'est d'actualité en France.

Son coordonnateur est Jacques Lochard, Directeur du CEPN, Centre d'études sur l'évaluation de la protection dans le domaine nucléaire, une association à but non lucratif qui ne comprend que quatre membres : EDF, CEA, Cogema=Areva et IRSN. Le programme a été conçu, coordonné et animé avec Mutadis Consultant.

ETHOS a reçu le soutien financier de la Commission européenne et la participation d'organisations françaises et européennes, des ONG et des laboratoires universitaires. Ce projet se proposait d'améliorer la vie dans les zones polluées à long terme. Il ne comprend pas de volet médical à proprement parler.

La mise en place d' ETHOS s'est accompagnée de la suppression de la quasi totalité des 370 centres locaux de mesures créés par le Professeur Vassili Nesterenko, fondateur de l'Institut Belrad, lesquels constituaient un pilier du système de protection des enfants conçu d'après les résultats des travaux sur la toxicité du césium 137 menés sous la conduite du Pr Bandazhevsky, directeur de l'Hôpital de Gomel.

On pourrait citer une phrase du Professeur Henry Ollagnon, agronome réputé qui a participé à ETHOS, lors de la conférence concluant le projet : « *On fait du bon boulot, mais les enfants sont de plus en plus malades.* »

ETHOS visait à normaliser la vie dans les zones polluées et d'acquérir le savoir-faire et le savoir-communiquer pour faire face sans délai après le prochain accident.

A titre d'exemple, voici quelques données démographiques concernant la région de Stolyn au Belarus, qui se trouvait dans la sphère d'action d'ETHOS :

Année	1986-1990	1995	2000 - 2002	2003 - 2005	2009 - 2010
population	92800 -91200	92000	88800-88700	87100-85600	82500-80700
Enfant moins de 14 ans	24685-21693	20510	19502-18730	18385-18089	16865-16737
Naissance	1508-1314	1263	1144-1143	1100-1118	1109-1105
Natalité en ‰	17,1 à 14,4	13,7	12,9 à 13	12,6 à 12,8	13,4 à 12,8
Mortalité périnatale en ‰	11,5 à 10,7	17,1	5,1 à 6,4	6,3 à 3,28	6,3 à 3,4

2. Regardons maintenant comment ETHOS-Fukushima se met en place.

Jacques Lochard se présente comme un membre de la CIPR et passe sous silence son rôle de directeur du CEPN. Il est Président du Groupe 4 de la CIPR, chargé de l'application des recommandations, fonction où il a remplacé Annie Sugier en 2009 (elle était alors Présidente du Conseil Scientifique du CEPN, alors qu'elle n'a aucune publication dans les revues à comité de lecture). Jacques Lochard a une formation d'économiste, tout à fait appropriée pour appliquer la doctrine *ALARA* et le "*Principe d'Optimisation*" dont procèdent les recommandations de la CIPR en cas de crise radiologique.

Comme vous le savez, la CIPR est une association fondée en 1950. Elle coopte ses membres, parmi lesquels on trouve 18 Japonais, dont le Prof. Shunichi YAMASHITA qui a participé entre 2002 et 2005 aux travaux du *Chernobyl Forum*, dont le rapport ne retient que les morts du mal aigu des rayons et les cancers de la Thyroïde comme conséquences sanitaires du désastre de Tchernobyl. Ce M. Yamashita est celui qui a dit que sourire protégeait de la radioactivité. Il est conseiller médical du Préfet de Fukushima.

Il dirige actuellement les enquêtes médicales à Fukushima, et plus spécialement celles concernant les enfants. Il a interdit aux médecins de Fukushima de faire des consultations en dehors du programme qu'il a établi, pour conserver le contrôle absolu de toutes les données. On refuse de donner aux habitants les résultats des examens.

Les émanations de la CIPR, de l'AIEA et des agences atomiques qui avaient investi le Belarus à partir de la fin des années 90 sont déjà à Fukushima depuis de longs mois. Elles mettent en avant l'expérience acquise à Tchernobyl pour se faire confier la gestion des populations touchées par Fukushima. Elles établissent ainsi un lien direct entre Tchernobyl-Fukushima. Simplement elles ont aujourd'hui 10 ans d'avance...

Jacques Lochard fréquente assidûment Fukushima depuis l'an dernier, avec son associé M. Thierry Schneider. Ils ont notamment organisé le 4^e séminaire, les 10 et 11 novembre, à Fukushima et Daté, portant sur le « *rétablissement de la vie dans les régions "influencées" à long terme par l'accident nucléaire* ». Ce séminaire avait pour thème : « *Dialogue pour l'éducation des enfants et des adolescents* ».

Symptomatiquement, l'expression convenue « *région contaminée* » ou « *région polluée* » par l'accident n'apparaît jamais. À sa place on trouve l'élément de langage « *zone influencée* », comme une sorte de diagnostic psychologique de la situation. La contamination personnelle relève clairement de la responsabilité individuelle.

Ce séminaire a coïncidé avec le congrès international d'experts organisé par le prof. Yamashita à la faculté de médecine de l'université de Fukushima. Tous les acteurs du lobby atomique mondial étaient présents. Il a été très largement médiatisé par la TV NHK, et les quotidiens nationaux et régionaux. Ce séminaire était placé sous l'égide de la CIPR, avec la participation de plusieurs institutions internationales, norvégiennes, biélorusses, et y compris françaises, l'ASN et l'IRSN. Il était financé par le ministère

japonais de l'Environnement.

Jacques Lochard a aussi participé à la 5^e réunion du groupe de travail du gouvernement japonais sur la question des faibles doses, le 28 novembre 2011, avec Christopher Clement, secrétaire de la CIPR et d'autres personnalités du lobby atomique. Jacques Lochard y a abordé les leçons tirées de Tchernobyl pour la réhabilitation des conditions de vie après un accident nucléaire. Dans ce groupe, on trouve le Professeur Shigenobu NAGATAKI, président du groupe, qui a comparé Fukushima et Tchernobyl, et rappelé qu'il y avait eu peu de victimes à Tchernobyl et aucune à Fukushima. Sa déclaration est affichée sur le site du Cabinet du Premier Ministre. Faut-il s'étonner qu'un expert ne reconnaissant pas les conséquences de l'irradiation interne ait été nommé responsable du groupe de travail sur la question de faibles doses ?

Associer une ONG locale suscitée pour l'occasion a été expérimentée au Belarus. Cela apporte une touche d'implication citoyenne à une entreprise plutôt bureaucratique. A Fukushima l'opération a été confiée à une soi-disante botaniste, Mme Ryoko Ando, habitant Iwaki dans la préfecture de Fukushima, qui a créé "*ETHOS in Fukushima*", une association ayant pour objet de soutenir le moral des habitants inquiets qui vivent dans les zones polluées, à travers de petites réunions où l'on prône l'entraide et des mesures de protection contre la radioactivité du genre précautions élémentaires pour bien vivre avec la radioactivité. On peut lire sur son site que : « *Malgré tout, vivre ici, c'est merveilleux, et on peut transmettre un avenir meilleur...* »

"*ETHOS in Fukushima*" est évidemment en lien avec Jacques Lochard qui participe activement aux petites réunions de Mme Ando. Celle-ci reporte sur son site toutes les déclarations et tous les communiqués de M. Lochard.

Le subterfuge a une certaine efficacité auprès des habitants souhaitant continuer à vivre ou revenir dans leur région natale malgré la pollution radioactive. Le désir des habitants rejoint ici la stratégie du lobby et l'intérêt des autorités.

3. Pour contrer les menées du lobby, les Japonais opposés au nucléaire s'organisent. La mise en place de CRMS, centres de mesures citoyen de la radioactivité, réalisée avec le concours CRII-RAD, a apporté aux habitants la maîtrise des mesures de radioactivité de la nourriture et celles de la contamination corporelle. Avec d'autres associations s'organisent des contre-congrès, qui font concurrence à ceux programmés par l'AIEA et la CIPR.

Un contre-congrès aura ainsi lieu en parallèle du congrès ministériel de l'AIEA, prévu en décembre 2012 à Fukushima.

Une organisation nommée ACSIR, association de citoyens et scientifiques sur la question de l'irradiation interne, s'est créée autour du Dr. Shuntaro HIDA (un des médecins qui étaient présents à Hiroshima et a consacré sa vie aux Hibakusha) et du Dr. Shoji SAWADA, son président. Ils contestent certaines mesures gouvernementales. Ils ont récemment dénoncé la mise en place de balises officielles étalonnées pour donner

des mesures de radioactivité de 20 à 30% inférieures à la réalité ; mais aussi la décontamination spécifique de l'emplacement de certaines balises, ordonnée par le ministère de l'éducation et de la science, afin d'avoir des résultats divisés par deux. Une sorte de crime d'Etat à l'encontre des populations exposées

Le 8 nov, le président Sawada a adressé une lettre à M. Anand Grover, rapporteur spécial du Haut Commissariat aux droits humains des Nations Unies, pour l'informer que certains quartiers de la ville de Daté, de Kooriyama et de Fukushima connaissent une contamination très importante, selon les mesures effectuées en octobre par Alexey Nesterenko, directeur de Belrad. Il y dénonce aussi plusieurs décisions qui vont à l'encontre des droits humains.

Ces deux associations symbolisent la résistance à l'entreprise de déni des effets de la radioactivité dispersée par le désastre de Fukushima.